

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE POUR 2009

Le front, uni, des patrons

L'hostilité unanimement affichée par les organisations patronales aux dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2009 constitue-t-elle un simple effet d'annonce, une fanfaronnade ?

Chérif Bennaceur – **Alger (Le Soir)** - Inédite, la réaction du patronat national aux dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2009 l'est. Pour une fois, toutes les organisations patronales ont contesté les dispositions de la loi de finances complémentaire de manière virulente et directe.

Une contestation qui a porté tant sur la forme — le patronat déplore l'absence de débat et de concertation — que sur le fond, les contraintes posées à l'acte de commerce extérieur (limitation du mode de paiement des importations au crédit documentaire, suppression de la procuration...) étant unanimement mises en relief.

Que ce soit le Forum des chefs d'entreprise (FCE), la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA) ou l'Association générale des

entrepreneurs algériens (AGEA) et, à un degré moindre la Confédération algérienne du patronat (CAP), toutes ont contesté le fait accompli du gouvernement. Jugez-en. Pour le FCE, dont la réaction en tant qu'association patronale représentative était fortement attendue, «les mesures édictées ne constituent la réponse appropriée ni aux préoccupations conjoncturelles des pouvoirs publics, visant l'équilibre de la balance des paiements et la maîtrise des importations, ni à celles des entreprises, freinées dans leur développement».

Et l'instance entrepreneuriale estime que «l'absence de concertation, l'autoritarisme qui dicte les décisions économiques, réduit la crédibilité de ces mesures et risque de conduire à la paralysie du pays».

Un point de vue partagé également par la Cipa qui constate que «les consé-



Photo : Samir Sid.

quences sur le plan économique sont comparables à un tsunami» et que «trop d'engagements n'ont pas été tenus mais à l'inverse, les goulots d'étranglement continuent de brider les véritables créateurs de richesse et d'emplois nouveaux, les assimilant aux barons du marché informel».

Voire, une «baisse de l'activité économique» est

certaine du fait de cette loi de finances complémentaire qui reste «pénalisante» pour l'entreprise, avertit la CNPA.

Comme cette loi de finances «ne va rien apporter de positif à l'entreprise», selon l'AGEA, ou qu'elle constitue un problème selon la CAP qui s'interroge sur la manière de structurer l'économie nationale.

Une opposition patrona-

le certes frontale avec les décisions et desiderata gouvernementaux mais suffira-t-elle cependant à influencer sur le cours des événements ? Cette réaction unanime ne risque-t-elle pas d'être un simple effet d'annonce, une fanfaronnade ? Car il ne suffit pas de hausser, légitimement, le ton mais d'être capable effectivement de pousser le «partenaire» gouverne-

mental dans ses derniers retranchements, en l'amenant à s'expliquer et à rectifier le tir, hors le recours usuel à la carotte et du bâton ? Ce qui n'est pas évident dans le contexte d'une gestion gouvernementale erratique, chaotique, marquée par l'absence de visibilité et de lisibilité de la vision politique et socioéconomique.

Cette unanimité, à fructifier au demeurant, se traduira-t-elle par une démarche agressive du patronat, devenu moins enclin à céder aux chants des sirènes gouvernementales et à acquiescer à la moindre velléité «patriotique» ? Serait-ce l'occasion pour ce rassemblement patronal de passer à un stade supérieur, en tant que créateur de richesse et emplois pérennes, fi de toute dépendance à une manne hydrocarbure, le moins que l'on puisse dire, mal gérée par l'actuelle équipe gouvernementale ?

En d'autres termes, le patronat pourra-t-il peser, à bon escient, sur la démarche de l'Exécutif en manque d'imagination ?

C. B.

APRÈS LE DRAME DE VENDREDI À ANNABA

Les harraga en appellent à Bouteflika

«Nous demandons l'intervention du président de la République pour faire toute la lumière sur ce qui s'est passé vendredi au large de Annaba», nous ont affirmé des harraga rescapés du drame qui a eu lieu le week-end écoulé, au large de Ras-El-Hamra.

Accompagnés de leurs parents, ces derniers menacent d'organiser une grande marche à Annaba pour protester contre ce qu'ils ont qualifié de mauvais traitement, réservé à leur égard par les gardes-côtes lors de leur arrestation.

«Outre les insultes, nous avons fait l'objet de coups », affirment-ils. Ils ont même fait état d'un second décès qui n'aurait pas été repêché par les gardes-côtes. Pour avoir la version de ces derniers sur ces graves accusations, nous avons contacté Abdelaziz Zaïdi, chef de la station maritime principale des gardes-côtes de Annaba.

Celui-ci, qui déplore la mort du jeune Hamza Akram, nous indiquera que les gardes-côtes n'ont jamais utilisé la force pour arraisonner des harraga. «Notre mission consiste en le sauvetage en mer et non pas en une quelconque violence».

Comme il dément catégoriquement la disparition de personnes dans les deux embarcations coulées. « Il n'y a pas eu un seul disparu. Les 46 personnes qui étaient à bord ont été toutes repêchées, dont le jeune défunt et les 18 blessés dans la collision ».

Au sujet du refus des harraga d'obtempérer aux injonctions des gardes-côtes et même de l'apparition, ces derniers temps, d'actes de violence, le chef de la station maritime indiquera qu'elle est le fait des passeurs dont un ou deux accompagnent généralement les harraga dans leur traversée. Les embarcations sont toujours pilotées par ces derniers, précise-t-il.

«A la vue de nos unités, et pour ne pas tomber entre nos mains, les passeurs, sous la menace d'armes blanches, intimement l'ordre aux malheureux candidats à l'émigration clandestine de se jeter à la mer.

Ils le font pour alléger la charge des embarcations et pouvoir ainsi prendre la fuite. C'est ce qui a souvent été le cas ces derniers temps. L'acte condamnable qu'ils ont commis ce vendredi avec mort d'homme, relève de cette «volonté criminelle», tient à souligner A. Zaïdi.

Par ailleurs, nous avons appris de source hospitalière que les 18 blessés dans ce malheureux incident ont tous quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires, à l'exception d'un seul qui se trouvait encore hier, au service de traumatologie.

«Il souffre de fractures, mais



Photo : Samir Sid.

ses jours ne sont pas en danger», nous a-t-on précisé de même source. D'autre part, 56 harraga au total, suite à l'arrestation vendredi vers 21 heures, du troisième groupe, composé de 28 personnes, dont un mineur de 15 ans, en fuite après le malheureux incident de vendredi matin, devaient être auditionnés hier par le juge d'instruction près le tribunal de Annaba.

L'arrestation de ce troisième groupe, dont l'âge varie de 15 à 41 ans, a été effectuée par les unités 356 et 360 des gardes-côtes de Annaba, aidés en cela

par les gardes-côtes italiens. Ils étaient en panne de moteur à 75 milles (150 kilomètres environ) au nord de Cap Rosa, wilaya d'El-Tarf, en vue des côtes de la Sardaigne (Italie).

Leur arraisonnement s'est déroulé sans heurts, nous indiquera le chef de la station maritime principale.

Au-delà des actes de gens (les passeurs) sans foi ni loi, dont la seule préoccupation est l'enrichissement au détriment de vies humaines, la responsabilité de l'Etat reste entière quant à une solution rapide à ce phénomène

qui ne cesse de prendre de l'ampleur ces dernières années.

Ce n'est pas avec une loi criminalisant des jeunes mal dans leur peau, vivant une situation sociale des plus précaires, que l'aventure en mer à la recherche de l'eldorado prendra fin ou même ralentira.

C'est tout le contraire qui est constaté aujourd'hui, avec en plus l'apparition d'actes de désespoir qui en disent long sur la détermination de ces jeunes à tenter, coûte que coûte, une traversée à haut risque.

A. Bouacha